



STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.

87/45

Allocution du
très honorable Joe Clark,
secrétaire d'État aux Affaires
extérieures, à la Conférence
internationale sur la relation
entre le désarmement et le
développement

NEW YORK, le 24 août 1987

OTTAWA

Le 26 août 1987

M. le Président,

Permettez-moi d'abord de vous féliciter de votre nomination au poste de président de cette très importante conférence internationale. Je vous offre mon appui et j'espère que vos efforts seront couronnés de succès.

Nous ne discutons pas d'un problème théorique. Il y a dix jours, j'étais au Mozambique où j'ai rencontré des Canadiens travaillant dans des cliniques opérant sous les auspices d'organisations non-gouvernementales et oeuvrant à divers autres projets. Chaque jour, ils travaillent sur des projets de développement extrêmement valables, mais qui sont menacés d'être anéantis ou attaqués. Je ne suis pas ici pour dire que les armes sont la cause de ce conflit, mais lorsqu'une clinique devient une cible, les armes sont alors l'ennemi du développement.

La réussite de cette conférence dépendra de ce que nous ferons et non pas de ce que nous dirons. Il y a eu assez de discussions en ce qui concerne les répercussions néfastes des armes et le besoin de développement. Ce que nous devons chercher à réaliser ici, c'est la coopération pratique et non pas la récrimination mutuelle. Les travaux préparatoires aux réunions ont été encourageants, mais cette atmosphère doit être entretenue si nous voulons assurer le principe selon lequel on devrait dépenser moins d'argent pour l'armement et davantage pour le développement, principe que le Canada croit partager avec tous les participants. La question pertinente consiste à savoir de quelle façon nous devons progresser et non pas qui nous devons critiquer.

Notre intention consiste à améliorer la sécurité réelle des nations en particulier et du monde dans son ensemble. Tout progrès apporté au développement et au désarmement représentera une contribution appréciable à la sécurité réelle, mais la relation entre les deux n'est pas simple. Cette conférence se révélera utile dans la mesure où elle cherchera à voir plus loin que l'assertion selon laquelle il suffit de transférer au développement les fonds destinés à l'armement pour trouver une solution aux problèmes actuels. Nous devons comprendre qu'il n'y a pas de raison de croire que les gouvernements consentiront à transférer les sommes investies pour ce qu'ils considèrent la sécurité au profit du développement. Si nous sommes sérieux, nous devons reconnaître que les efforts de désarmement se mesurent en fonction du niveau de sécurité

d'un pays, et non en termes de gains économiques. La sécurité constitue la pierre d'achoppement et chaque pays évaluera sa sécurité selon ses propres critères.

Je parle de sécurité dans son sens le plus large et non pas seulement de puissance militaire. Cela comprend également sécurité économique et bien-être social. Le développement, vu sous cet angle, constitue une contribution majeure pour combattre les menaces non militaires. Le développement peut ainsi contribuer à l'établissement d'un système international stable qui contribuera à son tour à diminuer l'importance de la puissance militaire comme instrument de sécurité.

Il est donc approprié qu'à la demande de l'Assemblée générale, cette conférence se tienne sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, qui a lancé l'étude sur l'interdépendance du désarmement et du développement. Cette étude de trois ans a été réalisée par 27 spécialistes de toutes les régions du monde, sous la direction de Mme Inga Thorsson de Suède, alors sous-secrétaire d'État, et a inspiré la création de cette conférence. Le gouvernement canadien a eu la bonne idée de commander une version vulgarisée de cette étude, intitulée Sauver le monde: désarmement et développement dans la décennie 80.

Depuis sa création après le désastre que fut la Seconde Guerre mondiale, l'ONU s'est vouée à la défense de quatre principes fondamentaux:

- l'élimination du fléau de la guerre,
- la foi dans les droits fondamentaux de la personne ainsi que dans la dignité et la valeur de la vie humaine,
- le respect des obligations internationales,
- la lutte pour le progrès social et l'amélioration des conditions de vie.

L'ONU ne peut faire respecter ces principes que dans la mesure où ses membres individuels s'engagent à poursuivre les processus du désarmement et du développement. En fait, nos accomplissements dans ce domaine peuvent signifier une qualité de vie décente plutôt que la misère, la pauvreté ou même la mort.

Les Canadiens espèrent que cette conférence contribuera à réaffirmer la volonté politique reconnue nécessaire à tout progrès réel.

M. le Président,

Permettez-moi d'abord de vous féliciter de votre nomination au poste de président de cette très importante conférence internationale. Je vous offre mon appui et j'espère que vos efforts seront couronnés de succès.

Nous ne discutons pas d'un problème théorique. Il y a dix jours, j'étais au Mozambique où j'ai rencontré des Canadiens travaillant dans des cliniques opérant sous les auspices d'organisations non-gouvernementales et oeuvrant à divers autres projets. Chaque jour, ils travaillent sur des projets de développement extrêmement valables, mais qui sont menacés d'être anéantis ou attaqués. Je ne suis pas ici pour dire que les armes sont la cause de ce conflit, mais lorsqu'une clinique devient une cible, les armes sont alors l'ennemi du développement.

La réussite de cette conférence dépendra de ce que nous ferons et non pas de ce que nous dirons. Il y a eu assez de discussions en ce qui concerne les répercussions néfastes des armes et le besoin de développement. Ce que nous devons chercher à réaliser ici, c'est la coopération pratique et non pas la récrimination mutuelle. Les travaux préparatoires aux réunions ont été encourageants, mais cette atmosphère doit être entretenue si nous voulons assurer le principe selon lequel on devrait dépenser moins d'argent pour l'armement et davantage pour le développement, principe que le Canada croit partager avec tous les participants. La question pertinente consiste à savoir de quelle façon nous devons progresser et non pas qui nous devons critiquer.

Notre intention consiste à améliorer la sécurité réelle des nations en particulier et du monde dans son ensemble. Tout progrès apporté au développement et au désarmement représentera une contribution appréciable à la sécurité réelle, mais la relation entre les deux n'est pas simple. Cette conférence se révélera utile dans la mesure où elle cherchera à voir plus loin que l'assertion selon laquelle il suffit de transférer au développement les fonds destinés à l'armement pour trouver une solution aux problèmes actuels. Nous devons comprendre qu'il n'y a pas de raison de croire que les gouvernements consentiront à transférer les sommes investies pour ce qu'ils considèrent la sécurité au profit du développement. Si nous sommes sérieux, nous devons reconnaître que les efforts de désarmement se mesurent en fonction du niveau de sécurité

d'un pays, et non en termes de gains économiques. La sécurité constitue la pierre d'achoppement et chaque pays évaluera sa sécurité selon ses propres critères.

Je parle de sécurité dans son sens le plus large et non pas seulement de puissance militaire. Cela comprend également sécurité économique et bien-être social. Le développement, vu sous cet angle, constitue une contribution majeure pour combattre les menaces non militaires. Le développement peut ainsi contribuer à l'établissement d'un système international stable qui contribuera à son tour à diminuer l'importance de la puissance militaire comme instrument de sécurité.

Il est donc approprié qu'à la demande de l'Assemblée générale, cette conférence se tienne sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, qui a lancé l'étude sur l'interdépendance du désarmement et du développement. Cette étude de trois ans a été réalisée par 27 spécialistes de toutes les régions du monde, sous la direction de Mme Inga Thorsson de Suède, alors sous-secrétaire d'État, et a inspiré la création de cette conférence. Le gouvernement canadien a eu la bonne idée de commander une version vulgarisée de cette étude, intitulée Sauver le monde: désarmement et développement dans la décennie 80.

Depuis sa création après le désastre que fut la Seconde Guerre mondiale, l'ONU s'est vouée à la défense de quatre principes fondamentaux:

- l'élimination du fléau de la guerre,
- la foi dans les droits fondamentaux de la personne ainsi que dans la dignité et la valeur de la vie humaine,
- le respect des obligations internationales,
- la lutte pour le progrès social et l'amélioration des conditions de vie.

L'ONU ne peut faire respecter ces principes que dans la mesure où ses membres individuels s'engagent à poursuivre les processus du désarmement et du développement. En fait, nos accomplissements dans ce domaine peuvent signifier une qualité de vie décente plutôt que la misère, la pauvreté ou même la mort.

Les Canadiens espèrent que cette conférence contribuera à réaffirmer la volonté politique reconnue nécessaire à tout progrès réel.

Nous devons saisir l'occasion et nous unir pour proclamer que le désarmement et le développement ne peuvent que renforcer la sécurité globale. Ces deux processus ne doivent pas être assujettis l'un à l'autre, mais les progrès accomplis dans un domaine rendent possibles les progrès dans l'autre.

Il n'est pas étonnant que l'attention mondiale se soit concentrée sur les dépenses militaires globales qui atteignent maintenant 1 billion \$ par année, soit 6% du produit mondial brut. Plutôt qu'au désarmement, c'est à la prolifération des armements classiques que nous avons assisté. On s'est efforcé, sans grand succès jusqu'à présent, de réduire les stocks d'armes nucléaires. Chose extrêmement inquiétante, nous avons la preuve formelle que des armes chimiques ont été utilisées à maintes reprises, au mépris de la Convention de Genève de 1925. Il est déplorable que l'industrie de l'armement et le commerce des armes engloutissent des quantités énormes de ressources qu'il serait plus productif de consacrer au secteur civil. Bien que l'une des premières responsabilités d'un gouvernement soit d'assurer la protection adéquate de la population, les dépenses engagées à cette fin sont trop souvent disproportionnées par rapport à des besoins raisonnables en matière de sécurité.

Les initiatives entreprises par les États-Unis et l'Union soviétique, ainsi que les négociations de Genève nous laissent entrevoir, bien entendu, la promesse de réductions significatives des armes nucléaires. Il est bien évident que le contrôle des armes est l'affaire de tous, mais il revient aux deux superpuissances d'accomplir des changements que nous ne pouvons que recommander et nous apprécions grandement le sérieux avec lequel ces deux nations ont abordé les négociations de Genève.

Nous sommes tous conscients de l'énormité des problèmes à surmonter. La situation économique se caractérise par une croissance ralentie, des problèmes commerciaux, la contraction des flux financiers vers les pays en voie de développement, le fardeau grandissant de la dette et les graves difficultés des pays les plus pauvres. A cela s'ajoutent la menace d'une pénurie de matières premières, des possibilités de croissance de plus en plus réduites et les effets à long terme de la dégradation de l'environnement. Sur le plan humain, ces réalités se traduisent par l'analphabétisme, la famine, un taux de chômage élevé, des conditions d'habitation et des services sociaux inadéquats.

Certains pays ont bénéficié plus que d'autres de progrès réels en matière de développement, mais il faut faire davantage encore dans tous les pays. Cependant, lorsque nous évaluons la situation, il importe de noter lesquels pays à forte économie contribuent le plus au développement économique international et lesquels contribuent le moins. Nous parlons évidemment d'aide au développement et non pas militaire.

Bien entendu, plusieurs progrès importants au niveau du développement international proviennent d'actions multilatérales, des efforts et des agences des Nations Unies, particulièrement lorsque les Nations Unies se sont concentrées sur des activités pratiques, constructives et clairement définies.

Ainsi, l'UNICEF est parvenue à réduire la mortalité infantile dans le monde. Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a offert protection juridique et aide matérielle à des millions de personnes fuyant la guerre et la persécution. Le Programme des Nations Unies pour le développement a appuyé 8 500 projets dans 150 pays, dans le but de les aider à bâtir des économies viables. Les efforts déployés par l'Organisation mondiale de la santé pour éliminer la variole constituent l'un des plus grands succès des Nations Unies dans le domaine du développement. L'ONU a également offert un forum essentiel au début sur les questions globales de développement, le dernier en date étant la fructueuse séance spéciale sur l'Afrique, qui a eu lieu en juillet 1986.

Ces réalisations ont été le fruit d'une planification soigneuse, de l'établissement d'objectifs réalistes et de l'application de mesures pratiques. Nous devons en tenir compte au moment de nous pencher sur la question du désarmement, à l'égard de laquelle l'ONU et ses États membres ont eu moins de succès. Il y a 20 ans, ses travaux dans ce domaine semblaient très prometteurs. Par la suite, elle s'est trop souvent concentrée sur des questions comme l'armement nucléaire au détriment d'autres questions plus faciles à résoudre. On n'a qu'à songer au nombre impressionnant de résolutions présentées par la Première commission de l'Assemblée générale concernant l'armement nucléaire. Pourtant, les niveaux élevés d'armements classiques ne cessent d'augmenter et cela constitue un problème que les États membres peuvent contribuer à résoudre par leur action.

Nous attachons une plus grande importance à l'élaboration des mesures de confiance qui sont la condition de tout accord majeur de limitation des

armements. La Conférence de Stockholm a constitué une contribution valable à l'accroissement de la sécurité en Europe où la confrontation entre l'Est et l'Ouest est plus ressentie. En Amérique centrale, il semble qu'une entente pourrait être possible parce que les pays impliqués ont travaillé en collaboration en vue de prendre des mesures qui contribuent à établir une confiance mutuelle. Ces exemples sont différents par la forme, mais démontrent que petit à petit, on peut établir la confiance nécessaire au progrès. Nous devrions nous efforcer de promouvoir une telle coopération au niveau régional.

Le développement et le désarmement sont deux objectifs canadiens fondamentaux. Le gouvernement du Canada répartit les ressources de façon à créer un juste rapport entre une économie saine, soutenue par un secteur privé fort, et la prestation de services sociaux fondamentaux. Sur ce dernier point, je mentionnerai que les Canadiens bénéficient de programmes comme l'assurance maladie universelle, les allocations familiales et l'assurance-chômage.

Les Canadiens ont toujours senti qu'il était de leur devoir d'aider les défavorisés à améliorer leurs conditions économiques et sociales. Après une première contribution modeste au programme d'aide technique des Nations Unies en 1949, le Canada a étendu ses programmes d'aide au développement à tous les continents et à un grand nombre d'organismes internationaux. A ce jour, il a consacré 24 milliards \$ à l'aide publique au développement, dont la majeure partie est allée aux pays et aux gens les plus pauvres.

L'aide financière ne constitue qu'un aspect de l'assistance fournie par le Canada aux fins du développement. La libéralisation du commerce et la conclusion d'accords acceptables concernant la dette internationale font partie des objectifs qu'il cherche à atteindre dans le cadre de ses relations avec le monde en développement. Enfin, le secteur privé canadien - particuliers, organismes à but non lucratif ou entreprises - contribue de diverses manières au développement dans le tiers monde. Depuis 1980, le Canada a injecté plus de 100 millions \$ dans son programme de coopération industrielle, qui met l'accent sur les coentreprises avec des pays en voie de développement et sur le transfert de technologie vers le tiers monde, particulièrement le secteur privé.

Le désarmement, c'est-à-dire le contrôle et la réduction des armements classiques et nucléaires, est l'un des objectifs majeurs de la politique étrangère du

Canada. Ainsi, le Canada participe à tous les forums multilatéraux où sont étudiées les questions relatives au contrôle des armements ainsi qu'à diverses consultations et discussions bilatérales. Nos efforts obéissent à des priorités précises, entre autres l'élaboration de mesures de confiance, comme l'amélioration de la technologie et des méthodes de vérification des accords de limitation ou de réduction des armements.

Monsieur le Président, j'exhorte toutes les délégations ici présentes à se mettre d'accord sur un document final. Nous sommes d'accord quant aux objectifs, mais pas encore sur les moyens d'y parvenir. Nous attarder à ces différences serait vouer cette conférence à l'échec. Les travaux accomplis lors des quatre réunions du Comité préparatoire - particulièrement les 19 éléments et le programme d'action en 10 points qui ont été adoptés au cours de la troisième réunion - montrent qu'il est possible d'atteindre un équilibre juste et raisonnable entre des opinions divergentes. Il est nécessaire de consentir à des compromis sur des points de détail si nous voulons être en mesure de mettre de l'avant le principe dont nous avons déjà convenu, à savoir consacrer moins d'argent aux armements et plus au développement.

Nous avons besoin de l'engagement de tous si nous voulons progresser. Nous devrions examiner davantage les possibilités que des mesures de désarmement pourraient apporter au profit du développement; notamment l'affectation de fonds publics plus considérables à des fins sociales, la réduction de la dette publique ainsi que la stimulation de la croissance économique, du commerce extérieur et des investissements privés, de même que l'accroissement de l'aide publique au développement.

Il faudrait reconnaître l'importance de la coopération régionale en ce qui concerne le désarmement et le développement. On doit souligner la nécessité d'appuyer les institutions globales et régionales qui oeuvrent dans ce domaine. Le document de la conférence doit également appuyer expressément les négociations en cours sur le contrôle des armements et le désarmement. De plus, il devrait mentionner la nécessité d'élaborer des mesures de confiance dans ce domaine.

Enfin, la protection des droits et libertés individuels est un élément tellement fondamental des processus de désarmement et de développement qu'on l'oublie souvent. Les citoyens ont un rôle clé à jouer dans ces processus, mais on doit leur donner la liberté et l'occasion de le faire. Dans ce contexte, j'apprécie la

présence de tous les observateurs non gouvernementaux. Ma délégation s'intéressera de près à leurs contributions au cours de la conférence.

A mon avis, le document final sera d'autant plus percutant qu'il sera bref et cohérent. Nous ne devons pas perdre nos objectifs de vue pendant le déroulement des travaux. Ma délégation a étudié le document provisoire avec un esprit ouvert. Nous croyons toutefois qu'il sera nécessaire de procéder à des modifications notables si nous voulons en arriver à un consensus. Nous espérons que les autres délégations aspirent comme nous à la réalisation de ce consensus.

Si nous voulons réussir, l'ONU doit s'attaquer de façon efficace aux déséquilibres qui affligent l'humanité, une personne sur six vivant dans une pauvreté abjecte, alors que les dépenses pour les armes augmentent.

Des études sérieuses et respectées ont souvent démontré un tel contraste. Citons entre autres World Military and Social Expenditure (le monde militaire et les dépenses sociales), par Ruth Leger Sivard et l'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm. Ce contraste est encore plus frappant quand on considère la pauvreté et la souffrance que j'ai rencontrées en visitant des projets de développement en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique latine.

Un but utile de cette conférence pourrait être d'orienter la publicité globale vers les coûts de la continuelle course aux armements. Mais cette publicité n'est pas suffisante. Nous avons besoin de solutions pratiques pour nous permettre de consacrer moins de ressources aux armes et plus de ressources au développement. La sécurité dans le monde interdépendant d'aujourd'hui exige à la fois le désarmement et le développement.